



## Observatoire Crédit Logement / CSA du Financement des Marchés Résidentiels

### Tableau de bord trimestriel

3<sup>ème</sup> Trimestre 2014

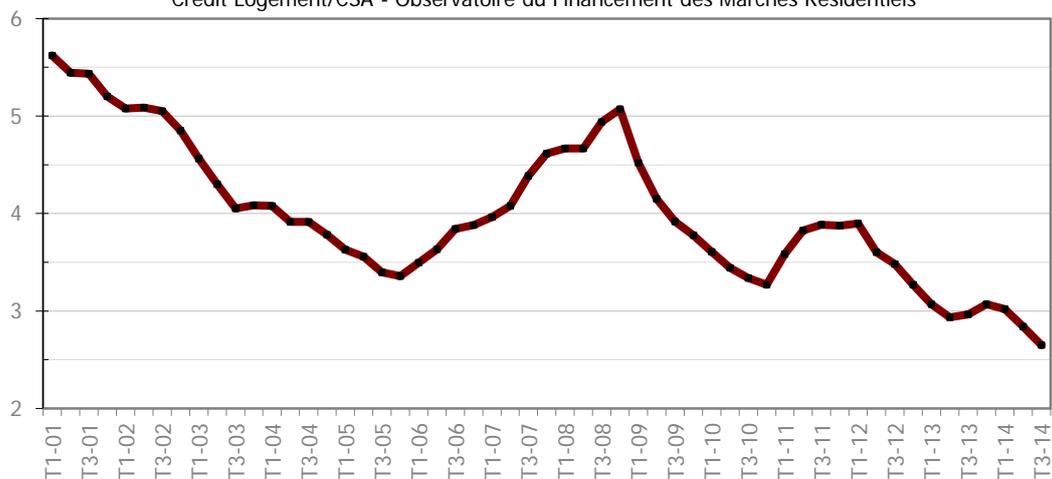
#### I. L'ensemble des marchés

##### I.1. L'environnement des marchés : les conditions de crédit

→ Les taux d'intérêt sur les prêts du secteur bancaire  
(taux nominaux, hors assurance et coût des sûretés)

Les taux des crédits immobiliers aux particuliers (en %) :  
ensemble des marchés

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, les taux des prêts du secteur concurrentiel (hors assurance et coût des sûretés) se sont établis à 2.65 %, en moyenne (2.68 % pour l'accession dans le neuf et 2.66 % pour l'accession dans l'ancien).

Depuis le début de l'année 2014, les taux ont perdu 49 points de base : à elle seule, cette baisse aura fait plus pour soutenir la conjoncture et redynamiser les marchés privés que tous les dispositifs publics actuels d'incitation et d'aide. La baisse s'est accélérée en septembre (avec un taux moyen à 2.59 %), sur un marché qui comme chaque année se redynamise après sa pause estivale : et jamais depuis la fin des années 40 les taux des crédits immobiliers n'étaient descendus aussi bas. La baisse est d'ampleur comparable sur tous les marchés : sur le marché de l'ancien avec 2.58 % en septembre (contre 3.08 % en décembre 2013), sur celui des travaux avec 2.60 % en septembre (contre 3.12 % en décembre 2013) et sur celui du neuf avec 2.61 % en septembre (contre 3.08 % en décembre 2013).

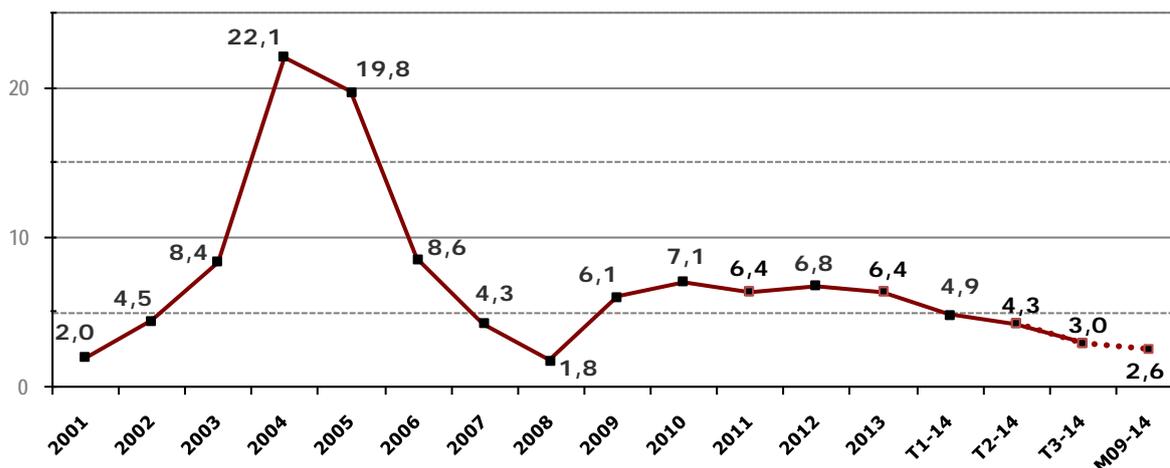
La part de la production réalisée à un taux inférieur à 3.5 % s'établit à 98.1 % en septembre 2014, alors que la production réalisée à un taux supérieur à 4.0 % disparaît presque complètement.

Les taux (en %)	Structure de la production	- de 3,5	3,5 à 4,0	4,0 à 4,5	4,5 à 5,0	5,0 à 5,5	5,5 à 6,0	6,0 et +	Ensemble
Accession	2010	48,7	46,3	4,9	0,2	0,0	0,0	0,0	100,0
	2011	16,6	44,1	35,1	4,0	0,1	0,0	0,0	100,0
	2012	41,7	39,4	16,8	2,1	0,0	0,0	0,0	100,0
	2013	86,0	12,3	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	T1-14	83,9	13,8	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	T2-14	92,8	6,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	T3-14	97,5	2,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
	M09-14	98,1	1,7	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0

Quant à la part de la production réalisée à taux variable<sup>1</sup>, elle recule encore : 2.6 % en septembre, contre 6.4 % en 2013. La baisse des taux constatée depuis janvier rend ces formules nettement moins intéressantes pour les emprunteurs qu'au début des années 2010.

### La part de la production à taux variable dans l'ensemble de la production (en %)

Source : Observatoire Crédit Logement / CSA du Financement des Marchés Résidentiels



Pour un taux moyen à 2.59 % en septembre et une durée moyenne de 17.4 ans (en fait, 209 mois), les taux pratiqués dépendent de la durée pratiquée : par exemple, 3.07 % en moyenne pour une durée de 25 ans à taux fixe, mais 2.43 % pour une durée de 15 ans à taux fixe. En outre, les taux sont plus élevés lorsque les formules retenues sont à taux fixe : par exemple, 2.72 % en moyenne pour une durée de 20 ans à taux fixe (97.4 % de la production en septembre), mais 2.22 % pour cette même durée à taux variable (2.6 % de la production en septembre).

Et selon le niveau de l'apport personnel de l'emprunteur (le taux d'apport personnel) et la qualité de la signature (les capacités de remboursement du ménage), les taux pratiqués peuvent descendre plus bas : le quart inférieur des taux se situe en moyenne à 2.41 % pour un prêt à 20 ans en taux fixe et à 1.78 % en taux variable.

L'amplitude des taux pratiqués est alors de l'ordre de 60 points de base entre la moyenne du 1<sup>er</sup> quartile et celle du 4<sup>ème</sup> quartile pour un prêt à 15 ans ou à 20 ans à taux fixe. Elle est de l'ordre de 80 points de base pour un prêt à 15 ans ou à 20 ans à taux variable. Pour un prêt à 25 ans, elle est de plus de 80 points de base pour du fixe et de près de 140 points de base pour du variable.

Dans l'ensemble, les taux moyens ont augmenté de 18 points de base entre juin à décembre 2013. La hausse a été un peu plus rapide pour les formules à taux fixe (de l'ordre de 20 points de base) et

<sup>1</sup> Production à taux variable en accession à la propriété : il s'agit ici de taux variables plafonnés, donc hors formules à mensualité fixe, mais avec allongement de durée possible et surtout hors formules avec variabilité totale du taux et de la durée.

surtout pour les formules à taux variable, sur des durées de 25 ans (39 points de base). En revanche, la hausse est restée plus modérée pour les formules à taux variable, sur des durées de 15 ou 20 ans.

Prêts du secteur concurrentiel	Septembre 2014	TAUX FIXES			TAUX VARIABLES		
		Sur 15 ans	Sur 20 ans	Sur 25 ans	Sur 15 ans	Sur 20 ans	Sur 25 ans
	<b>1er quartile</b>	2,15	2,41	2,64	1,50	1,78	1,58
<b>Taux moyens (en %)</b>	<b>2ème quartile</b>	2,35	2,65	2,99	1,67	2,11	2,25
	<b>3ème quartile</b>	2,49	2,79	3,16	2,00	2,36	2,66
	<b>4ème quartile</b>	2,74	3,03	3,45	2,37	2,59	2,98
	<b>Ensemble</b>	2,43	2,72	3,07	1,89	2,22	2,37

La baisse des taux constatée au depuis le début de l'année 2014 a été de l'ordre de 60 points pour les formules à taux fixe et à taux variable, sur les durées de 15 et 20 ans. Pour les durées à 25 ans, la baisse a été de 60 points pour les formules à taux fixe et de plus de 70 points pour les formules à taux variable.

Prêts du secteur concurrentiel	Taux moyens (en %)	Ensemble de la production	TAUX FIXES			TAUX VARIABLES		
			Sur 15 ans	Sur 20 ans	Sur 25 ans	Sur 15 ans	Sur 20 ans	Sur 25 ans
<b>Septembre 2012</b>	<b>3,43</b>	<b>3,43</b>	3,32	3,59	3,90	2,95	3,25	3,56
<b>Décembre 2012</b>	<b>3,22</b>	<b>3,22</b>	3,13	3,40	3,70	2,80	3,09	3,36
<b>Mars 2013</b>	<b>3,06</b>	<b>3,06</b>	2,96	3,24	3,55	2,49	2,71	2,92
<b>Juin 2013</b>	<b>2,90</b>	<b>2,90</b>	2,82	3,11	3,45	2,40	2,73	2,71
<b>Septembre 2013</b>	<b>3,04</b>	<b>3,04</b>	2,98	3,28	3,60	2,48	2,74	2,88
<b>Décembre 2013</b>	<b>3,08</b>	<b>3,08</b>	3,03	3,33	3,65	2,54	2,80	3,10
<b>Mars 2014</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>	2,91	3,21	3,59	2,38	2,64	2,82
<b>Juin 2014</b>	<b>2,80</b>	<b>2,80</b>	2,67	2,95	3,31	2,11	2,40	2,69
<b>Septembre 2014</b>	<b>2,59</b>	<b>2,59</b>	2,43	2,72	3,07	1,89	2,22	2,37

### → La durée des prêts bancaires accordés

#### La durée des crédits immobiliers aux particuliers (en mois) : ensemble des marchés

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, la durée des prêts accordés était de 209 mois en moyenne (235 mois pour l'accession dans le neuf et 222 mois pour l'accession dans l'ancien).

La durée moyenne qui avait fortement reculé au début de l'année 2013 (le repli de la primo accession sous l'effet de la dégradation du PTZ+) s'était ressaisie une fois le choc du PTZ+ absorbé. Ainsi, depuis le printemps 2014, la durée moyenne des prêts accordés s'est allongée de plus de 4 mois. Ce sont les jeunes ménages qui bénéficient maintenant le plus largement de cette évolution : le mouvement de dégradation des flux de la primo accession des ménages jeunes ou modestes qui s'observait depuis l'automne 2011 paraît enrayé.

Dans le cas des prêts à l'accession, la part de la production à plus de 25 ans s'est établie à 19.3 % en septembre 2014. Et les prêts de moins de 15 ans représentent 18.8 % de la production. Alors que durant une grande partie de l'année 2013, et au-delà des fluctuations qui peuvent s'observer d'un mois sur l'autre, la structure de la production restait relativement stable, elle se déforme depuis la fin du printemps au bénéfice des prêts les plus longs.

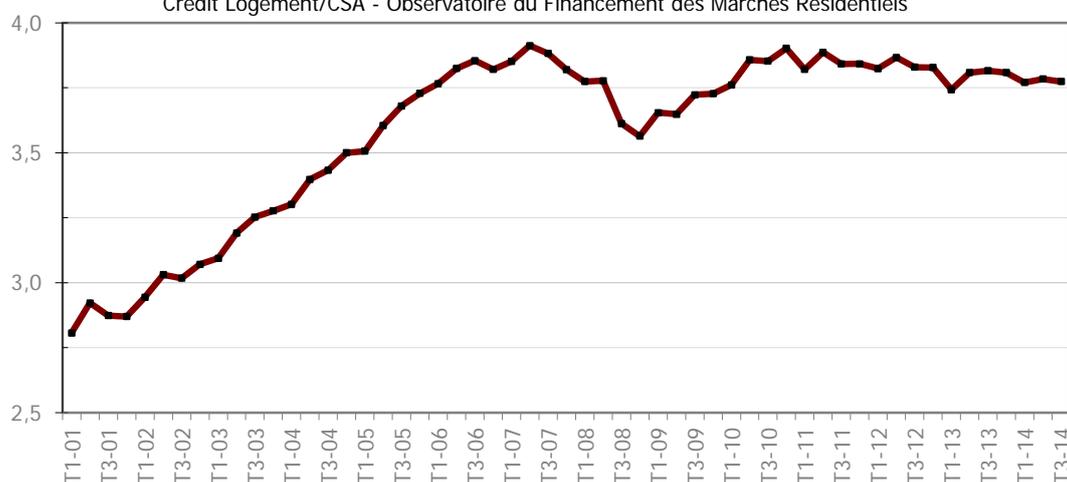
Les durées (en années)	Structure de la production	Structure de la production						Ensemble
		- de 10	10 à 15	15 à 20	20 à 25	25 à 30	30 et +	
Accession	2010	4,8	15,7	26,6	29,0	23,0	1,0	100,0
	2011	5,1	15,8	25,3	29,7	23,0	1,2	100,0
	2012	5,2	17,3	30,6	30,0	16,2	0,7	100,0
	2013	5,0	17,0	33,2	28,6	15,8	0,5	100,0
	T1-14	5,6	17,1	33,5	28,7	14,6	0,4	100,0
	T2-14	4,9	16,7	33,8	30,1	14,0	0,6	100,0
	T3-14	4,1	15,1	30,9	32,3	16,9	0,7	100,0
	M09-14	4,0	14,8	29,3	32,6	18,6	0,7	100,0

## I.2. Les conditions d'expression de la demande

### ➔ Le coût relatif des opérations immobilières financées par emprunt

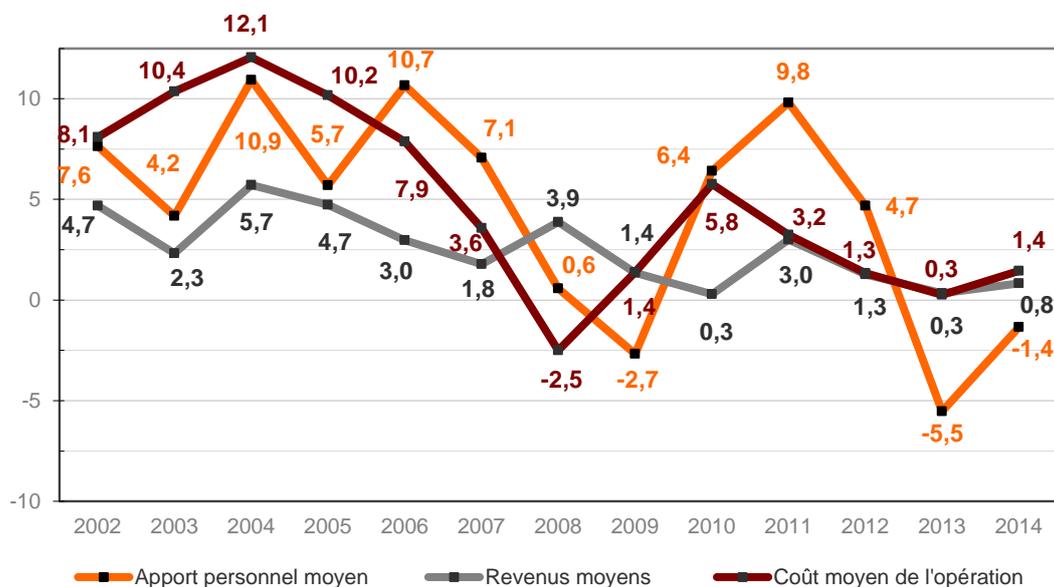
#### Le coût relatif des opérations (en années de revenus) : ensemble des marchés

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



Le coût des opérations réalisées par les ménages a poursuivi sa progression à un rythme modéré en 2013 (+ 0.3 %, après + 1.3 % en 2012) : aussi, le coût relatif s'est maintenu à haut niveau, au-delà des fluctuations constatées d'un mois sur l'autre (3.81 années de revenus au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013). La hausse du coût des opérations s'est accélérée depuis le début de l'année 2014 (à fin septembre, + 1.4 % sur un an, en année glissante). Le coût relatif reste donc élevé, à 3.77 années de revenus au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, dans un contexte de faible progression des revenus des ménages (à fin septembre, + 0.8 % sur un an, en année glissante, après + 0.3 % en 2013).

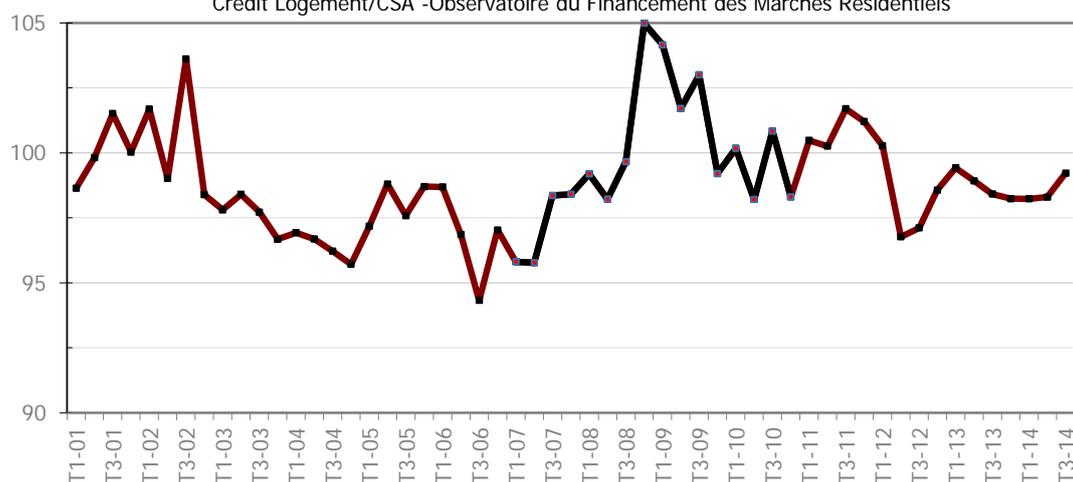
Dans le même temps, le niveau de l'apport personnel s'est de nouveau dégradé, mais moins fortement qu'en 2013 (à fin septembre, - 1.4 % sur un an, en année glissante, après - 5.5 % en 2013). Cette évolution est remarquable, alors que dans le même temps on observe une (lente) reprise de la primo accession et un retour (encore) timide des ménages modestes.



### ➔ L'indicateur de solvabilité de la demande réalisée

#### L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) : ensemble des marchés

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



L'indicateur de solvabilité de la demande amorce alors une lente remontée, bénéficiant pleinement de l'amélioration des conditions des crédits. La remontée du coût des opérations et les évolutions des revenus des ménages affectent peu la solvabilité de la demande.

### I.3. L'activité du marché des crédits

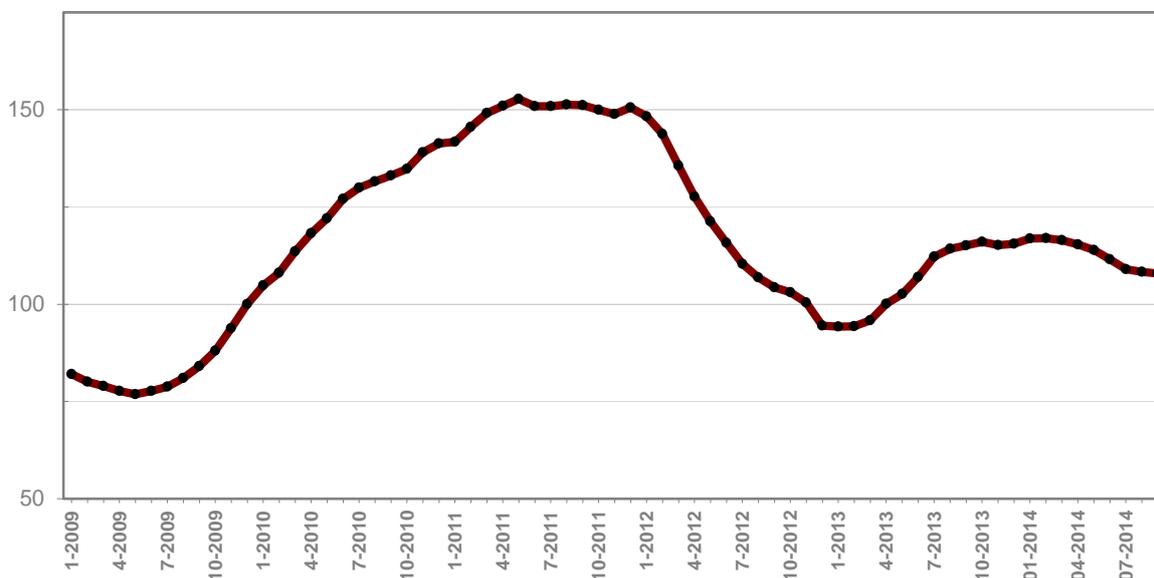
Après la forte récession de la production de crédits immobiliers constatée en 2012, l'année 2013 a été celle du redémarrage, avec une production en hausse de 29.7 %. Et le nombre de prêts bancaires accordés a aussi progressé rapidement (+ 22.2 %). Mais le marché n'avait pas retrouvé le niveau d'activité qui était le sien avant le déclenchement de la crise actuelle.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, la production a fléchi, comme cela est habituel durant les mois d'hiver. Elle s'est ressaisie au début du printemps, pour retomber en mai : la fréquence des jours fériés et des ponts n'étant guère propice à une bonne tenue de l'activité. Celle-ci s'est alors redressée en juin et le mouvement de reprise s'est poursuivi en juillet, mais sans retrouver la vigueur qui était la sienne en 2013, à la même époque. Après un mois d'août qui est traditionnellement un mois creux, l'activité s'est relevée en septembre : compte tenu des conditions de crédit actuelles, elle s'est établie à un niveau meilleur qu'en 2013 à la même époque, bien que la demande reste inquiète (atonie du pouvoir d'achat, dégradation du marché du travail, ...).

La reprise s'est pourtant émoussée depuis le début de l'année : la production recule d'ailleurs de 4.5 % à fin septembre, sur un an (en année glissante). Il en est de même du nombre de prêts bancaires accordés : - 6.3 % sur un an (en année glissante).

**L'indicateur d'activité : nombre des prêts accordés / ensemble du marché  
Niveau annuel glissant (base 100 en 2009)**

Source : Crédit Logement/CSA  
Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



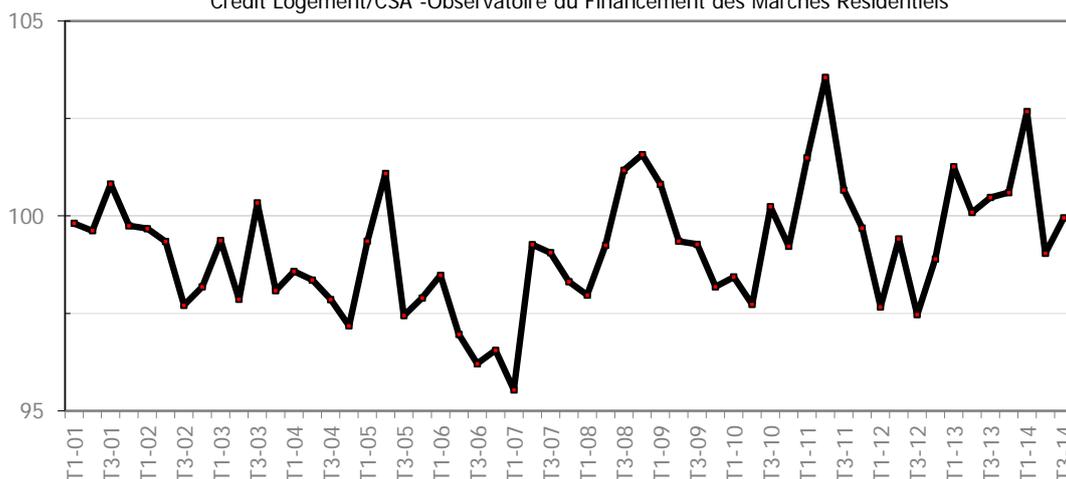
**I.4. La diversité des clientèles**

**→ Les ménages modestes (moins de 3 SMIC)**

L'amélioration des conditions de crédit constatée durant l'année 2012 avait permis d'enrayer la dégradation de l'indicateur de solvabilité de ces ménages modestes, particulièrement affecté par la reconfiguration du PTZ+.

**L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) :  
3 SMIC et moins**

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

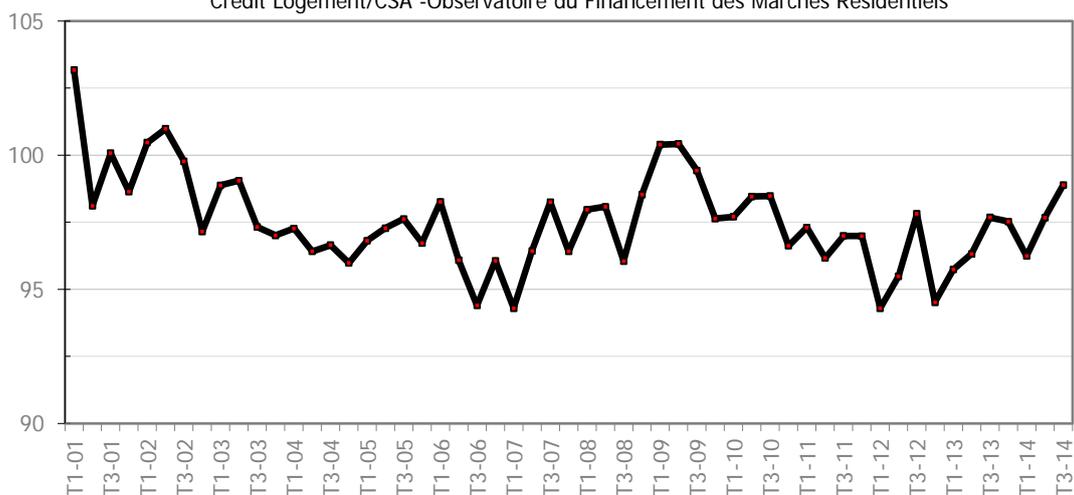


En dépit d'une nouvelle amélioration des conditions de crédit, l'indicateur de solvabilité de ces ménages modestes s'est pourtant de nouveau dégradé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 : la remontée du coût des opérations réalisées (à fin septembre, + 1.5 % sur un an, en année glissante, après - 1.9 % en 2013) a alors pesé sur la solvabilité de ces ménages. La baisse des taux d'intérêt qui s'est poursuivie durant l'été et l'allongement de la durée des prêts octroyés ont néanmoins permis le redressement de l'indicateur de solvabilité : il retrouve ainsi un bon niveau, en comparaison des situations observées depuis le début des années 2000.

➔ **Les ménages aux revenus moyens (de 3 à 5 SMIC)**

**L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) :  
3 à 5 SMIC**

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



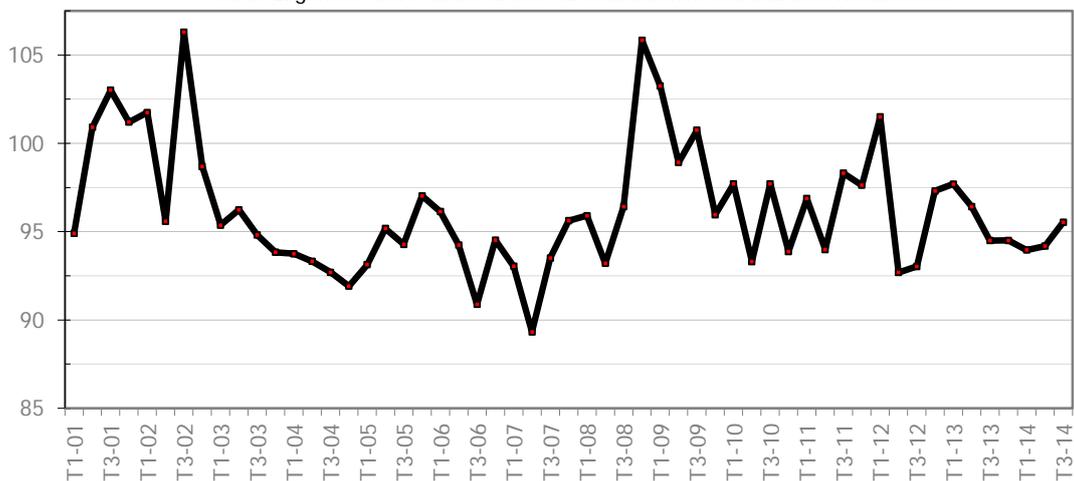
L'indicateur de solvabilité des 3 à 5 SMIC s'est dégradé de 2009 à 2012, pour descendre alors à son niveau le plus bas des années 2000. En 2013, la stabilisation du coût des opérations que ces ménages réalisent a permis d'éviter une nouvelle détérioration de l'indicateur de solvabilité. Les ménages à revenus moyens ont cependant été pénalisés par les dégradations successives du PTZ+ et par la faible augmentation des revenus : d'ailleurs un recul prononcé de l'apport personnel mobilisé par ces ménages a été constaté en 2013 (- 6.2 %, après + 8.1 % en 2012).

Depuis le début de l'année 2014, l'indicateur de solvabilité des 3 à 5 SMIC se redresse sous l'effet de l'amélioration des conditions de crédit.

➔ **Les ménages aisés (5 SMIC et plus)**

**L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) :  
5 SMIC et plus**

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



En 2013, l'indicateur de solvabilité des ménages aisés s'est dégradé régulièrement : la progression sensible du coût des opérations immobilières réalisées (+ 1.7 % après - 0.1 % en 2012) y a contribué fortement, alors que l'apport personnel que peuvent mobiliser ces ménages a reculé (- 2.6 % en 2013 après + 1.1 % en 2012).

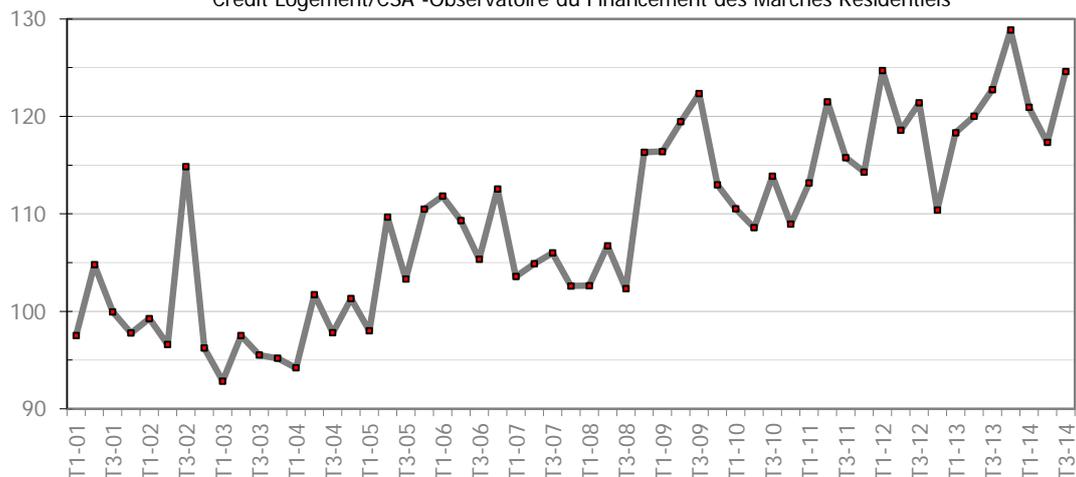
Après un début d'année hésitant, l'indicateur de solvabilité s'est redressé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, en réponse à l'amélioration des conditions de crédit. Pourtant, l'apport personnel que ces ménages mobilisent s'est encore un peu dégradé (à fin septembre, - 0.3 % sur un an, en année glissante) et dans le même temps, la hausse des coûts des opérations s'est accélérée (à fin septembre, + 2.5 % sur un an, en année glissante, après + 1.7 % en 2013).

## II. Les spécificités des marchés

### → Le marché des travaux

#### L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) : marché des travaux

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

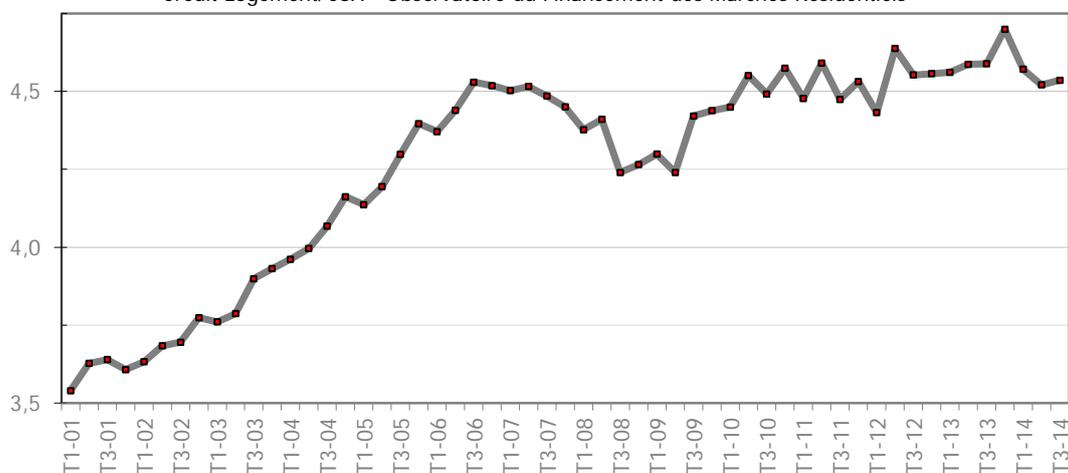


Durant l'année 2013, l'indicateur de solvabilité s'est hissé à haut niveau, au-delà des fluctuations constatées d'un mois sur l'autre. Il a bénéficié de conditions de crédit toujours bonnes et du repli du coût moyen des opérations réalisées (- 2.8 % en 2013). Après avoir hésité au cours du printemps, l'indicateur de solvabilité de la demande s'est relevé au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre, bénéficiant pleinement de l'amélioration des conditions de crédit. Il s'établit maintenant à haut niveau.

### → Le marché du neuf

#### Le coût relatif des opérations (en années de revenus) : marché du neuf

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

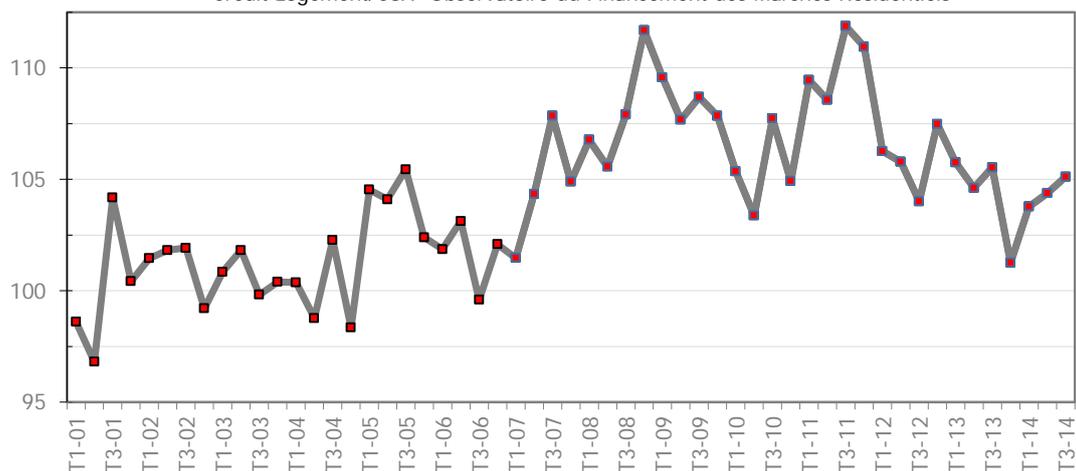


Après avoir progressé durant plusieurs années, le coût relatif des opérations réalisées dans le neuf s'est replié dès le début de l'année 2014. Et il semble s'être stabilisé depuis le printemps 2014 : il s'est établi à 4.54 années de revenus au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. Depuis le début de l'année 2014, le coût moyen des opérations réalisées a en effet augmenté un peu moins vite que par le passé (à fin septembre, + 2.1 % sur un an, en année glissante, après + 2.4 % en 2013).

Mais après la remontée rapide qui s'était constatée en 2013, l'apport personnel mobilisé recule (à fin septembre, - 4.0 % sur un an, en année glissante, après + 3.1 % en 2013). Néanmoins, l'amélioration des conditions de crédit, permet à la solvabilité de la demande de se redresser, pour le 3<sup>ème</sup> trimestre consécutif : ce rétablissement n'est cependant pas encore suffisant pour compenser les dégradations observées en 2012 et en 2013.

### L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) : marché du neuf

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

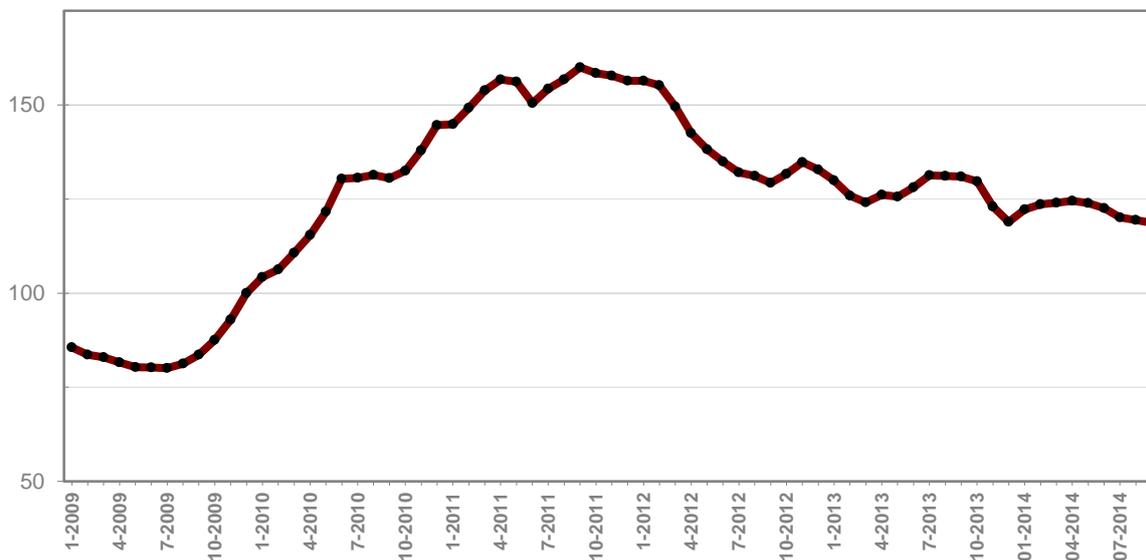


En 2013, la production de crédits a augmenté doucement : + 4.4 %. La comparaison avec la fin de 2012 a été cependant faussée : durant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, en effet, la production s'est relevée de façon artificielle (fin du « Scellier », dégradation du PTZ). Pour autant, le recul du nombre de prêts est resté rapide : - 10.4 % en 2013, le recul étant accentué par l'augmentation du montant moyen des crédits accordés.

### L'indicateur d'activité : nombre des prêts accordés / marché du neuf Niveau annuel glissant (base 100 en 2009)

Source : Crédit Logement/CSA

Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le choc du début 2013 étant absorbé (le contrecoup des anticipations de demande de la fin 2012), le niveau de la production a commencé à se redresser, en dépit de la dépression saisonnière de l'activité. Et le nombre de prêts accordés s'est stabilisé.

Mais le marché reste très fragile, malmené par une conjoncture économique déprimée et par la dégradation des soutiens publics de la demande. Ainsi, le niveau de la production a rechuté au 2<sup>ème</sup> trimestre et les mois d'été sont restés à la peine : d'autant que le mois d'août est habituellement le plus mauvais de l'année. Alors que les dispositions prises dans le cadre du Plan de Relance n'étaient pas encore à l'œuvre, la reprise saisonnière habituelle constatée en septembre n'a pas été suffisante pour inverser la tendance récessive observée sur la production de crédits : à fin septembre, - 7.8 % sur un an, en année glissante. Il en est de même du nombre de prêts bancaires, avec - 9.4 % sur un an, en année glissante : mais le recul du nombre de prêts accordés étant plus rapide que celui de la

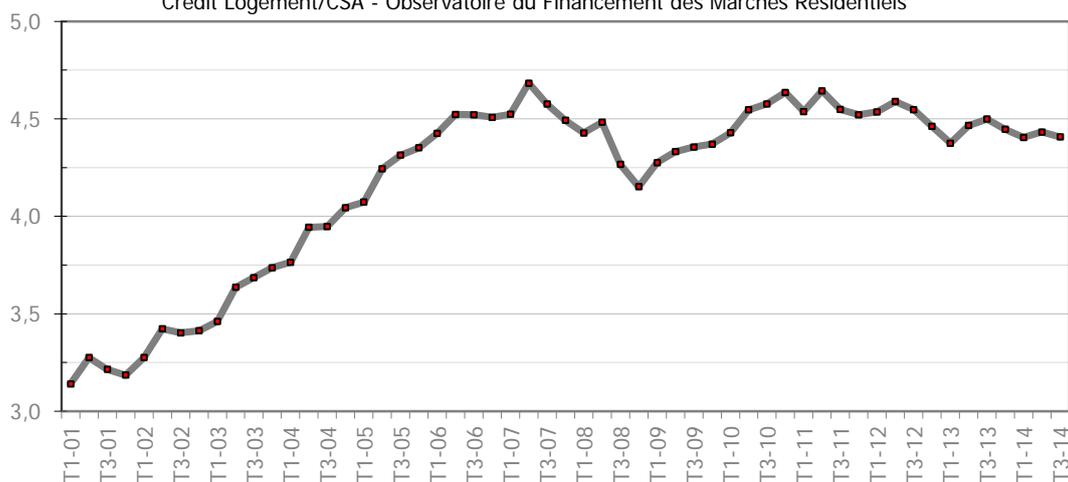
production, comme cela s'était déjà constaté en 2013. Les ménages peuvent accroître la quotité moyenne des prêts utilisés, compte tenu des conditions de crédit qui leur sont faites sans avoir besoin de recourir à des nombreux (petits) prêts complémentaires.

### ➔ Le marché de l'ancien

Après le ralentissement de la hausse constaté dès l'été 2011, les prix des logements anciens remontent lentement depuis le début de 2014. A fin septembre 2014, ils avaient augmenté de 0.9 % sur un an (en année glissante, après - 0.1 % en 2013). Malgré une progression des revenus des ménages qui réalisent ces opérations immobilières plus lente que par le passé (à fin septembre, + 0.4 % sur un an, en année glissante, après + 1.8 % en 2013), le coût relatif des opérations est à peu près stabilisé depuis plus d'un an, à 4.41 années de revenus en septembre 2014 (4.50 années de revenus, en 2013 à la même époque).

#### Le coût relatif des opérations (en années de revenus) : marché de l'ancien

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

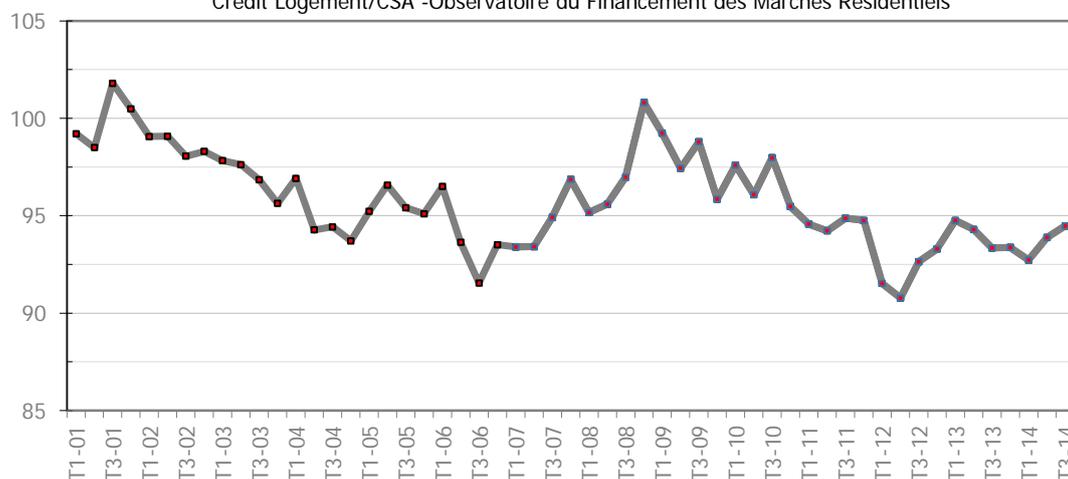


Néanmoins, le niveau de l'apport personnel mobilisé recule de nouveau, après la baisse rapide constatée en 2013 (à fin septembre, - 1.5 % sur un an, en année glissante, après - 7.7 % en 2013) : en effet, les conditions de crédit actuelles facilitent le recours au crédit, d'autant que le mouvement de dégradation des flux de la primo accession des ménages jeunes ou modestes qui s'observait depuis l'automne 2011 paraît enrayé.

Pourtant, du fait de très bonnes conditions de crédit, l'indicateur de solvabilité de la demande s'améliore pour le deuxième trimestre consécutif. Il s'établit néanmoins toujours à bas niveau, au regard des observations faites depuis le début des années 2000.

#### L'indicateur de solvabilité de la demande (base 100 en 2001) : marché de l'ancien

Crédit Logement/CSA - Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels



En 2012, la récession de la production de crédits à l'ancien a été sévère, avec - 35.5 % pour les prêts bancaires accordés.

Après cette dégradation brutale, la production de crédits à l'ancien s'est redressée fortement en 2013 : + 46.6 %, partant il est vrai d'un niveau de production particulièrement bas à la fin de l'année 2012. La forte contraction des apports personnels mobilisés et l'arbitrage qui est celui des ménages confrontés à des conditions d'emprunts toujours très bonnes expliquent la remontée rapide de la production de crédits : l'augmentation du montant moyen des crédits accordés a en effet marquée en 2013. Ainsi le nombre de prêts accordés a augmenté à un rythme moins soutenu que la production : + 43.0 %, retrouvant juste le niveau qui était le sien au début de l'été 2012.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2014, comme cela est habituel à cette période de l'année, le marché de l'ancien a été plus calme. La production de crédits a marqué le pas. Le marché s'est néanmoins ressaisi en avril : mais pas suffisamment, cependant, pour inverser la tendance dépressive de la production qui, après un mois de mai marqué par la panne de la demande (la succession des jours de congés et des ponts), s'est confirmée en juin. Pourtant, les conditions de crédit se sont améliorées : mais les contraintes nouvelles imposées par la loi ALUR sont venues renforcer l'attentisme de la demande et retarder la réalisation des opérations immobilières. Et bien qu'en progression plus rapide en juillet, l'activité n'a pas retrouvé son niveau de l'été 2013. D'autant que le mois d'août n'est généralement pas très actif. La production de crédits s'est alors redressée comme cela est habituel en septembre, mais cela n'a pas permis de corriger complètement les hésitations de ces derniers mois. Avec - 2.3 % sur un an à fin septembre (en année glissante) et un nombre de prêts accordés qui recule à un rythme comparable à celui de la production : - 2.9 % sur un an (en année glissante), les tendances qui se dessinent pour 2014 sont donc celles d'une légère progression (voire d'une stabilisation) de l'activité, après le rebond constaté en 2013.

#### L'indicateur d'activité : nombre des prêts accordés / marché de l'ancien Niveau annuel glissant (base 100 en 2009)

Source : Crédit Logement/CSA  
Observatoire du Financement des Marchés Résidentiels

